



Conclusions de la 86^e session des Semaines sociales de France, « La démocratie, une idée neuve »

JEROME VIGNON*

La démocratie une idée neuve ?

Commencer cette rencontre en écoutant Asma Nouira nous exprimer de sa voix douce sa confiance dans le futur d'une démocratie, à la tunisienne. Terminer en entendant Vaira Vike-Freiberga nous exhorter à garder confiance dans notre propre tradition démocratique : quel bonheur.

Mais entre les deux, nous avons été pas mal chahutés.

- Les « Européens convaincus » en auront d'abord pris pour leur grade, en réalisant avec Pierre Manent que l'Union était devenue indifférente au monde, promotrice de règles et de gouvernance, plutôt que de loi et de gouvernement, inapte à toute grande vision.
- Les chrétiens engagés dans le social, auront mesuré avec Paul Thibaud qu'ils courent le risque d'être en lévitation du réel.
- Les laïcs masculins se seront rendu compte avec Christine Pedotti qu'ils sont dans l'Eglise les derniers des parias puisqu'ils ne peuvent au fond rien revendiquer.

Et lorsqu'on se trouve à la fois Européen convaincu, chrétien engagé dans le social et laïc masculin, ce qui vous l'aurez deviné est mon cas, alors là on se sent vraiment mal...

Pour provocatrices qu'elles aient été, ces remises en questions sont évidemment salutaires. Elles s'imposent à nous en vertu de la situation de crise que nous vivons.

« Donnez-nous des raisons d'espérer, demandions-nous à Pierre Manent dont le pessimisme nous inquiétait ». Etrange demande à dire vrai venant d'un auditoire d'inspiration chrétienne. En vérité, ce travail indispensable de la raison, accompli au cours de cette session nous inspire des craintes. En même temps, il libère en nous cette étincelle de vie qui est le propre de toute conversion, qui nous ouvre à cet horizon d'espérance, dont Paul Thibaud nous a dit qu'il constituait une contribution spécifique que l'on pouvait attendre d'un *christianisme civique*.

Lucidité et volonté, vérité et amour : penser la démocratie, c'est déjà se mettre en état de la vivre. Laissons-nous alors guider par ces percées que nous ont ouvertes un Jean-Paul Delevoye lorsqu'il soutient que l'important désormais, pour un projet démocratique, c'est moins de définir le but final, que de conduire dans la durée un parcours et ses étapes. Laissons-nous inspirer par un Jean-Luc Marion lorsqu'il fait, au nom du don, l'éloge de l'anticipation, de l'avance créatrice, qui se risque sans en connaître le retour.

Alors quels seraient ces risques, ces actes, auquel un christianisme civique pourrait souscrire, au travers desquels il contribuerait à redonner à des individus désenchantés le goût de vivre ensemble un projet collectif ?

* Président des Semaines sociales de France

Un projet politique pour construire un au-delà de la crise

Deux d'entre eux ont me semble-t-il marqué notre session. Ils relèvent au premier chef d'un projet politique, du type de ceux qui devraient faire partie des enjeux présidentiels.

Réduire les inégalités qui tuent le lien social

Pour qu'un sentiment quelconque d'appartenance puisse être rebâti, il nous faut absolument combattre les inégalités, au premier chef les inégalités de richesse que nous avons laissé s'emballer au cours de la dernière décennie. C'est une condition nécessaire, même si pas suffisante de reconstitution d'un lien social aujourd'hui, dans notre pays et en Europe. Pour cette raison Les ateliers « redistribution des richesses » sont ceux qui ont le plus retenu votre attention.

J'espère donc exprimer l'attente d'un grand nombre d'entre nous en demandant un signe fort de la volonté de réduire a priori les inégalités de rémunérations, marquées par la déraison, en instaurant une forme de plafonnement national ; exprimé par exemple, comme l'a suggéré Michel Camdessus, à hauteur de 100 fois le SMIC. Les partenaires sociaux devraient être encouragés, dans ce cadre à faire de la réduction de l'éventail des rémunérations dans l'entreprise, sur base des données du bilan social, un enjeu de négociations collectives plus générales visant la promotion de l'emploi.

Il faut en outre que soit procédé à une réforme des prélèvements sociaux et fiscaux de caractère global et de moyen terme. Pour être juste et renforcer la progressivité, cette refonte devrait articuler prélèvements liés aux revenus et aux patrimoines. Elle devrait aussi inciter à une meilleure utilisation des ressources patrimoniales, mobilières et immobilières au service de l'emploi et de l'accès de tous aux biens essentiels.

Un groupe de travail des Semaines sociales de France tirera partie de nos échanges d'hier et fera des propositions plus précises d'ici mars prochain. Et plus généralement, nous vous rendrons compte du fruit des échanges trop brièvement rapportés ce matin par Guillaume Légaut et vous proposerons, dans certains cas de les poursuivre.

Donner une place à l'Europe au sein du village gaulois.

L'autre dimension politique à laquelle cette rencontre des Semaine sociales nous a rendus particulièrement sensible est celle de la mondialisation, à l'égard de laquelle, en effet, un projet européen commun doit être redéfini. Il ne suffit pas cependant d'observer que du point de vue de la subsidiarité, l'Union européenne constitue une échelle pertinente, pour encore peser sur notre avenir énergétique, financier, ou pour contribuer à la paix dans notre région du monde. Subsidiarité doit se conjuguer avec légitimité. Nous retenons de l'intervention de Pascal Lamy que la légitimité d'un projet européen communautaire, un projet d'action commune entre les peuples, doit être ré ancré dans notre démocratie nationale.

Il y va certes de la volonté des citoyens y compris nous-mêmes, qu'un souffle, un horizon soit assigné à l'aventure européenne. Mais il faut aussi des transformations institutionnelles. Il n'est pas normal que les politiques européennes de notre pays soient encore des politiques étrangères. *Pourquoi ne pas confier à un ministre d'état, dans le gouvernement lui même, le soin de coordonner l'ensemble de l'action européenne de*

notre pays, et d'activer l'esprit de coopération avec nos partenaires ? Ce serait aussi une façon de valoriser la place du conseil des ministres européens où il siègerait. Car cet organe, à la différence du Conseil européen, d'essence intergouvernementale, est tenu à une pratique démocratique de co-décision avec le Parlement européen.

Saisir la chance d'une nouvelle culture démocratique

Cependant la crise de l'agir démocratique n'est pas qu'une crise du politique.

Cette crise, appelle, ou prépare la voie de ce que nous avons nommé une nouvelle culture démocratique. Cette démocratie réelle, pour reprendre l'expression de Loïc Blondiaux, tire sa force des réseaux sociaux et des nouveaux outils de communication. Elle s'épanouit particulièrement dans les espaces locaux où les enjeux de long terme deviennent intelligibles et accessibles. Elle révèle, comme l'a souligné Guillaume Légaut une disponibilité de l'individu démocratique de s'engager pour des causes à l'égard desquelles il peut peser, et trouver son unité. Mais la force motrice de cette démocratie réelle est en définitive morale, je pourrais dire évangélique. Elle se réclame de la conviction que tous, y compris les moins experts, les plus pauvres, disposent d'un savoir que les autres doivent rencontrer pour atteindre leur propre vérité.

Deux chantiers pour une nouvelle culture démocratique

Dès le premier jour, Véronique Davienne nous expliquait qu'une telle conversion de la culture démocratique impliquait un travail, nous ouvrait sur des chantiers qui nous concernent, pour que nous redevenions à notre tour des citoyens à part entière.

Il s'agit d'abord d'un travail sur nous-mêmes. C'est ce travail que nous avons pressenti hier, lors des groupes de délibération, dont vous aurez compris que le but était de nous montrer la difficulté et l'immense potentiel d'une écoute mutuelle authentique. La synthèse de René Poujol l'a montré, un peu de démocratie sauvage a rehaussé notre démocratie d'élevage. C'est aussi ce travail que devrait accomplir la tâche éducative, ainsi que nous venons encore de l'entendre de Vaira Vike-Freiberga.

A partir de l'an prochain, les Semaines sociales de France développeront une proposition de formation permanente introduisant aux dimensions éthiques des enjeux politiques et sociaux majeurs, sur base de l'acquis de nos sessions. Elle fera place aux dimensions de l'écoute et aux démarches d'approche de la complexité.

Mais il faut aussi, on y revient, des institutions pour que s'incarne cette démocratie réelle. Je voudrais en donner trois exemples tirés directement de nos travaux.

J'emprunte d'abord à Sylvie Goulard, la proposition que soient réalisés, pour chaque grand chantier législatif, concernant par exemple la réforme du financement de la protection sociale, l'éducation nationale, l'accès des jeunes à l'emploi, *une étude d'impact social, destiné à mesurer les effets de ces réformes sur les inégalités sociales, en s'appuyant sur un travail d'écoute des citoyens y compris les plus vulnérables.*

Je voudrais avec le second souscrire à la perspective ouverte par Jean Paul Delevoye et Loïc Blondiaux *d'établir dans notre pays un « Tiers garant » de la qualité des processus de consultation sur les sujets d'avenir. Par extension des organes existants, il lui reviendrait d'organiser le temps de l'appropriation des questions, de la délibération et de*

la négociation permanente de ces corps intermédiaires au sujet desquels Bernard Ibal et Geneviève Roy nous ont donné du grain à moudre. Cet organe pourrait aussi se voir donner un pouvoir d'interpellation du Parlement lorsqu'il jugerait que des décisions mettent en danger la soutenabilité à long terme de notre société.

Enfin, notre Eglise elle-même, comme cela fut si bien argumenté par Laurent Villemin, sans être une démocratie, a besoin de s'ouvrir d'avantage aux pratiques démocratiques.

Au passage, permettez-moi de relever que les Semaines sociales ont fait fort hier soir. Je n'avais encore jamais vu un évêque, se soumettre à la discipline procédurale des questions écrites, pour se voir ensuite renvoyer dans ses buts par une théologienne laïque sur l'estrade. Si ce n'est pas de la démocratie, alors que faut-il de plus ?

Il nous semble, aux Semaines sociales de France, que ce serait se tromper que de faire des structures ecclésiales un enjeu de pouvoir. En revanche un exercice plus collégial du discernement ne devrait pas concerner uniquement des questions internes à l'Eglise, mais être davantage inspiré par le souci de faire ensemble sens, pour notre société.

Je veux à cet égard saluer l'ouverture et l'esprit de coopération de l'Eglise en France. Je veux aussi saluer le ton juste qu'elle trouve pour incarner une ambition du christianisme pour la qualité de lien social dans notre république. Car c'est bien en termes d'ambition humaine pour fonder le lien social, que l'on doit interpréter les treize points d'attention que comporte la dernière déclaration de la conférence qui vous a été distribuée au cours de cette session.

Mais je demande à nos instances européennes et romaines, de se montrer plus ouvertes à l'expérience et à la conception que peuvent avoir ensemble des laïcs et des clercs, prêtres et religieux de cette « nouvelle évangélisation » dont l'anniversaire prochain du Concile Vatican II montre l'acuité. C'est ici le mot ensemble qui compte. Je suggère que sur cette question sensible, des groupes composés de laïcs, prêtres et religieux, travaillent ensemble.

Conclusion

Chers amis, vous attendiez de notre rencontre qu'elle aiguise votre capacité de lire les signes de l'attente démocratique profonde dissimulée dans la crise et j'espère que ces interventions de très haute qualité vous l'auront apporté. Celle de Jean-Luc Marion aura été pour moi un point d'orgue de cette lecture. Une voie est ouverte, pour enrichir de façon décisive les représentations des problèmes à résoudre ensemble, comme les démarches d'une action commune. Elle n'abolit pas l'économique, mais le remet simplement à sa place relative. La non réciprocité et le don ouvrent à d'autres formes de relations, non seulement entre les personnes, mais aussi entre les institutions. Elle donne une base à ce qui manque sans doute le plus à nos économies, quelque chose qui n'est ni la solidarité obligatoire, ni le marché qui nous met en concurrence, à savoir le sens de la coopération.

Comme l'exprime ce pacte civique de Jean Baptiste de Foucauld auquel les Semaines sociales vous ont invité à souscrire, le temps est venu d'une coopération des citoyens et de la société civile, qui par leurs engagements propres donnent courage au politique. C'est un appel que nous avons entendu des politiques eux-mêmes :

Oui, François BAYROU, tout dépend de nous ;

Oui, Lucile SCHMID, il faut oser l'idéal ;

Oui, Marisol TOURAINE, le religieux a sa place dans l'espace public ;

Oui, Christine BOUTIN, nous sommes prêts à perdre du temps pour le combat des idées.

Oui, Hervé MARITON, la crise ne peut être un prétexte pour se passer de la démocratie.

Aujourd'hui, ces responsables engagés nous ont donné somme toute une très belle image de la politique. A leur égard, même et surtout en temps de présidentielle, gardons à l'esprit ce souci de bienveillance et d'intelligence active dont se réclamait Robert Rochefort.

Conclusion.

Un christianisme civique devrait être ainsi une ressource de créativité et d'espérance pour la démocratie.

Il est cependant une ressource essentielle pour la démocratie que ces conclusions n'ont pas évoquées jusqu'à présent, et qui pourtant s'est bien manifestée tout au long de cette rencontre.

Cette ressource, ce sont les femmes, ou plutôt les femmes et les hommes dans une relation démocratique, c'est-à-dire exempte de soumission ou d'autoritarisme. En fait, je ne l'avais pas vraiment oublié. Mais je voulais in fine vous présenter ainsi le thème de notre prochaine session en 2012, dans le prolongement de celle qui s'achève : Femmes et hommes dans la société d'aujourd'hui. Pour la préparer, nous n'aurons garde d'oublier la recommandation du philosophe rationaliste : dans le couple au moins, l'égalité des chances ne doit pas se laisser enfermer dans le cercle étroit de la réciprocité ; elle ne peut vraiment vivre que d'une demande en mariage, chaque jour à renouveler.

Il me reste à remercier en votre nom l'équipe de préparation de cette session, animée par Guillaume Légaut, avec Bernard Ibal, Philippe Da Costa, Luc Champagne, René Poujol et Jean Pierre Rosa, notre délégué général. A ce dernier, comme au tout petit staff de nos permanents, à Marie Doubriez, Jocelyne Jenot et Isabelle Maillet, j'adresse mes plus vives félicitations pour les prouesses accomplies, avec l'aide des excellents bénévoles, notamment pour que se déroule dans les meilleurs conditions le moment de délibération. Je remercie enfin très chaleureusement Monseigneur Santier et son équipe diocésaine, pour leur présence accueillante au long de ces trois journées.

Jérôme Vignon